



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 34 du 24 août 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 24 août 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1368
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1368
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1368
Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales.....	1368
Arrêté du 19 juin 2012 portant règlement du budget primitif principal et du budget annexe « maîtrise des déchets » 2012 de la communauté de communes du Saintois.....	1368
Bureau des procédures environnementales.....	1369
Arrêté du 23 août 2012 déclarant cessible la parcelle cadastrée section AC 125, sise chemin du Petit Paxaille, nécessaire à la création d'un parking communal sur le territoire et au profit de la commune de Rosières-aux-Salines.....	1369
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1370
Bureau de l'interministérialité.....	1370
Extrait de décision de la commission nationale d'aménagement commercial du 11 juillet 2012 accordant à la SCI « FROFLE » l'autorisation de procéder à l'extension de 3 136 m² d'un ensemble commercial dénommé « URBICENTER » à Fléville-devant-Nancy.....	1370
Extrait de décision de la commission nationale d'aménagement commercial du 11 juillet 2012 accordant à la SCI « LEXY » l'autorisation de procéder à la création d'un ensemble commercial à Lexy.....	1370
Convention d'utilisation n° 54-2012-87 entre l'administration chargée des domaines et le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle.....	1370
Convention d'utilisation n° 54-2012-88 entre l'administration chargée des domaines et le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle.....	1370
Convention d'utilisation n° 54-2012-89 entre l'administration chargée des domaines et le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle.....	1371
Convention d'utilisation n° 54-2012-90 entre l'administration chargée des domaines et le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle.....	1371
Convention d'utilisation n° 54-2012-91 entre l'administration chargée des domaines et le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle.....	1371
Convention d'utilisation n° 54-2012-92 entre l'administration chargée des domaines et le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle.....	1371
Convention d'utilisation n° 54-2012-93 entre l'administration chargée des domaines et le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle.....	1372
Arrêté modificatif N° 12.BI.42 du 22 août 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, Directrice Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine.....	1372
Arrêté N° 12.OSD.04 du 22 août 2012 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Pierre-Yves BOIFFIN, Directeur Départemental par intérim de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle.....	1372
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1374
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1374
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	1374
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-064 en date du 17 août 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de couche de roulement sur A31 du PR 257+400 au PR 263+200.....	1374
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-065 en date du 23 août 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'élargissement de la bretelle de sortie de l'échangeur de Villers-la-Montagne, sens Longwy-Metz, sur la RN 52 au PR 9+500.....	1376
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1377
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1377
Décision du 14 août 2012 portant agrément d'une entreprise solidaire (Association ADALI Habitat, 20 rue Emile Gallé - 54000 Nancy) au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1377
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	1377
RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS.....	1377
Arrêté N° 2012-DREAL-RMN-75 du 21 août 2012 autorisant à déroger à l'interdiction de marquage, capture définitive, transport et euthanasie de spécimens de chiroptères protégés.....	1377
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1379
AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....	1379
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/327 du 20 juillet 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Dampvitoux.....	1379
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/328 du 20 juillet 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Laix.....	1379
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/334 du 24 juillet 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Preny-1.....	1380
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/342 du 30 juillet 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Seicheprey.....	1380
Aménagement foncier.....	1381
Arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2012/336 du 20 août 2012 portant modification de la composition de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle.....	1381
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	1382
Arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Autreville-sur-Moselle en date du 6 août 2012.....	1382
Arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Belleville en date du 6 août 2012.....	1383
Arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Marbach en date du 6 août 2012.....	1383
Arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Millery en date du 6 août 2012.....	1384
AUTRES SERVICES.....	1384
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	1384
DIRECTION GENERALE.....	1384
Délégation de signature du 7 août 2012.....	1384
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	1386
AUTRES SERVICES.....	1386
CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL EMILE DURKHEIM D'EPINAL.....	1386
Avis de concours interne sur titres pour le recrutement de 1 Cadre de Santé - Filière Médico-Technique - en date du 20 août 2012.....	1386

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE L'ACTION LOCALE***Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales***Arrêté du 19 juin 2012 portant règlement du budget primitif principal et du budget annexe « maîtrise des déchets » 2012 de la communauté de communes du Saintois**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 1612-2 et L. 1612-12 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 95-944 du 23 août 1995, relatif aux chambres régionales des comptes ;

VU la saisine de la chambre régionale des comptes de Lorraine, effectuée le 24 avril 2012, en vue du règlement des budgets primitifs 2012 du budget principal et du service « maîtrise des déchets » et des comptes administratifs 2011 du budget principal et du service « maîtrise des déchets » de la communauté de communes du Saintois, suite à la non adoption du budget primitif 2012 et du compte administratif 2011 du budget général et du service « maîtrise des déchets » par le conseil communautaire dans ses séances du 8 mars et 12 avril 2012 ;

VU l'avis de la chambre régionale des comptes de Lorraine du 23 mai 2012, reçu en préfecture le 30 mai 2012, proposant de régler les budgets de la communauté de communes du Saintois ;

CONSIDÉRANT, qu'après reprise des résultats antérieurs, la section de fonctionnement et d'investissement du budget primitif principal présente un suréquilibre de 266 317 € en fonctionnement et 213 341 € en investissement, ce qui n'est pas contraire aux dispositions de l'article L 1612-7 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDÉRANT que ce suréquilibre s'explique en partie par le gel des projets du fait des difficultés de fonctionnement de la communauté de communes du Saintois et que dans le cadre de la réflexion en cours sur un projet de périmètre fusionnant les trois communautés de communes du Saintois, du Mirabée et de la Pipistrelle, il ne paraît pas opportun de baisser les recettes de la structure issues du produit de la fiscalité directe locale. En effet, une baisse de 25 % des taux communaux de la communauté de communes du Saintois aura un effet négatif sur le coefficient d'intégration fiscale et donc sur la dotation d'intercommunalité qui sera diminuée ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, en conséquence, de s'écarter de l'avis rendu par la chambre régionale des comptes en ce qui concerne le budget primitif principal ;

CONSIDÉRANT, en ce qui concerne le budget primitif « maîtrise des déchets », qu'il y a pas lieu de s'écarter de l'avis rendu par la chambre régionale des comptes ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le budget primitif 2012 du budget principal de la communauté de communes du Saintois est arrêté :

- pour la section de fonctionnement, à la somme de 1 162 103 € en dépenses et 1 428 420 € en recettes ;

- pour la section d'investissement, à la somme de 131 818 € en dépenses et 345 159 € en recettes.

Elles sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

BUDGET PRINCIPAL 2012
SECTION DE FONCTIONNEMENT (en €)

DÉPENSES		RECETTES	
011 Charges à caractère général	224800	73 Impôts et taxes	550 206
		7311 Contributions directes	550 206
012 Charges à caractère de personnel	124040	74 Dotations, subventions et participations	519968
014 Atténuation de produits	120000	74124 Dotations groupements communes	385730
65 Autres charges de gestion courante	467 050	7478 Autres organismes	77 331
6531 Indemnités	45 000	748314 Dotation unique des compensations spécifiques	324
6533 Cotisations de retraite	2 000	74832 Attribution du fonds départemental TP	4 607
65372 Cotisations au fonds de financement	50	74834 Etat compensation au titre des exonérations	4 538
6558 Autres contributions obligatoires	350 000		
6574 Subventions de fonctionnement aux associations	70 000		
67 Charges exceptionnelles	25152	74835 Etat compensation au titre des exonérations	7438
022 Dépenses imprévues	72079	7488 Autres attribution et participation	40000
Total des dépenses réelles	1033121	Total des recettes réelles	1070174
42 Transfert entre sections	128982	42 Transfert entre sections	24911
		R002 Résultat de fonctionnement reporté	333335
Total dépenses de fonctionnement	1162103	Total recettes de fonctionnement	1428420

SECTION D'INVESTISSEMENT (en €)

DÉPENSES				RECETTES	
	Restes à réaliser	Montant	Total		
20 Immobilisations incorporelles		2000	2000	10 Dotations fonds divers et réserves	930
204 Subventions d'équipement versées	69447	-	69447		
21 Immobilisations corporelles		28000	28000		
020 Dépenses imprévues		7460	7460		
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections		24911	24911	040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	128982
				R001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	215247
Total dépenses d'investissement	69447	62371	131818	Total recettes d'investissement	345159

Article 2 : Le produit attendu de la fiscalité locale à inscrire au chapitre 73 « impôts et taxes » peut être arrêté à la somme de 523 245 € au titre des impôts locaux correspondant au produit fiscal à taux constants, à savoir 4,44 % pour la taxe d'habitation, 2,69 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties, 5,85 % pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties et 3,84 % pour le taux de CFE.

Article 3 : Le budget primitif 2012 annexe « maîtrise des déchets » de la communauté de communes du Saintois est arrêté :

- pour la section d'exploitation, à la somme de 1 384 273 € en dépenses et en recettes ;

- pour la section d'investissement, à la somme de 43 336 € en dépenses et en recettes.

Elles sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

BUDGET 2012 « MAÎTRISE DES DÉCHETS »

SECTION D'EXPLOITATION (en €)

DÉPENSES		RECETTES	
011 Charges à caractère général	1 047 390	70 Produits	
6061 Fournitures non stockables eau énergie	110		
6068 Autres matières et fournitures	200	701 Vente de produits finis	1 262 107
611 Contrat de prestations de service	1 040 620		150
6135 Location mobilière	2 000	703 Ventes de produits résiduels	120 000
6152 Entretien et réparation biens immobiliers	2 000		1 141 957
61558 Autres biens mobilier	460	706 Prestations de services	
6231 Annonces et insertions	2 000		
12 Charges de personnel et frais assimilés	3000	74 Dotations, subventions, participations	0
65 Autres charges de gestion courante	4000		
66 Charges financières	6534		
67 Charges exceptionnelles	291 271		
22 Dépenses imprévues	0		
023 Virement à la section d'investissement	11730		
042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	20348	42 Opérations d'ordre de transfert entre sections	1287
Sous-total dépenses de l'exercice	1384273	Sous-total recettes de l'exercice	1263394
		002 Résultat reporté	120879
Total dépenses d'exploitation	1384273	Total recettes d'exploitation	1384273

SECTION D'INVESTISSEMENT (en €)

DÉPENSES		RECETTES	
23 Immobilisations en cours	16131	10 Dotations fonds divers et réserves	11 258
		10222 FCTVA	2 500
		1068 Excédent de fonctionnement capitalisé	8 758
16 Emprunts et dettes assimilées	17160	021 Virement de la section d'exploitation	11730
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	1287	040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	20348
Sous-total dépenses de l'exercice	34578	Sous-total recettes de l'exercice	43336
D001 Solde d'exécution reporté	8758		
Total dépenses d'investissement	43336	Total recettes d'investissement	43336

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président de la communauté de communes du Saintois et le trésorier d'Haroué-Vézelise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 juin 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 23 août 2012 déclarant cessible la parcelle cadastrée section AC 125, sise chemin du Petit Paxaille, nécessaire à la création d'un parking communal sur le territoire et au profit de la commune de Rosières-aux-Salines

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L11-8 et les articles R.11-19 à R.11-31 ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière, et notamment l'article 7 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU les délibérations du 18 mai 2009 et du 20 septembre 2010 du conseil municipal de la commune de Rosières-aux-Salines sollicitant du préfet de Meurthe-et-Moselle l'ouverture conjointe de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire pour le projet de création d'un parking sur le territoire communal ;

VU le dossier établi par la commune de Rosières-aux-Salines en vue de l'enquête parcellaire ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 février 2012 prescrivant l'ouverture du 28 février au 20 mars 2012 inclus d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire ;

VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;

VU les résultats de l'enquête parcellaire et l'avis favorable du 28 mars 2012 du commissaire enquêteur ;

VU la notification individuelle au propriétaire concerné, pour le dépôt du dossier d'enquête à la mairie ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 déclarant l'opération d'utilité publique ;

VU la demande du 11 juillet 2012, complétée le 3 août 2012, de M. le Maire de Rosières-aux-Salines sollicitant un arrêté de cessibilité ;

CONSIDÉRANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir la parcelle de terrain destinée à la création d'un parking communal à Rosières-aux-Salines ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La parcelle cadastrée section AC 125, sise chemin du Petit Paxaille, d'une contenance de 1040 m2, sur le territoire de la commune de Rosières-aux-Salines, désignée sur l'état et les plans parcellaires annexés au présent arrêté, est déclarée immédiatement cessible à la commune précitée.

Article 2 : Le présent arrêté de cessibilité est valable pour une durée de six mois.

Article 3 : L'acquisition par la commune de Rosières-aux-Salines de la parcelle mentionnée dans l'état parcellaire annexé au présent arrêté peut être opérée soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié par l'expropriant, la commune de Rosières-aux-Salines, en pli recommandé avec avis de réception, au propriétaire figurant sur l'état parcellaire.

Article 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de Rosières-aux-Salines, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 23 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Les annexes (plans et état parcellaires) sont consultables à la préfecture, direction de l'action locale, bureau des procédures environnementales.

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS*Bureau de l'interministérialité***Extrait de décision de la commission nationale d'aménagement commercial du 11 juillet 2012 accordant à la SCI « FROFLE » l'autorisation de procéder à l'extension de 3 136 m² d'un ensemble commercial dénommé « URBICENTER » à Fléville-devant-Nancy**

Réunie le 11 juillet 2012, la commission nationale d'aménagement commercial a décidé d'accorder à la SCI « FROFLE » l'autorisation de procéder à l'extension de 3 136 m² d'un ensemble commercial dénommé « URBICENTER », par création de 6 magasins spécialisés dans l'équipement du foyer, de plus de 300 m² chacun, à Fléville-devant-Nancy.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de Fléville-devant-Nancy.

Nancy, le 20 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Extrait de décision de la commission nationale d'aménagement commercial du 11 juillet 2012 accordant à la SCI « LEXY » l'autorisation de procéder à la création d'un ensemble commercial à Lexy

Réunie le 11 juillet 2012, la commission nationale d'aménagement commercial a décidé d'accorder à la SCI « LEXY » l'autorisation de procéder à la création d'un ensemble commercial d'une surface de vente globale de 22 010 m² composé d'un hypermarché « E. LECLERC » de 4 500 m², d'une galerie marchande annexée de 1 500 m² et de 8 grandes et moyennes surfaces spécialisées totalisant 16 010 m², dont un magasin de bricolage de 4 400 m², à Lexy.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de Lexy.

Nancy, le 20 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Convention d'utilisation n° 54-2012-87 entre l'administration chargée des domaines et le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle

Le 14 août 2012 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2012-87 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DES DOMAINES, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature donnée par le préfet de Meurthe et Moselle, le propriétaire,

et

Le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle représentant la direction générale de la gendarmerie nationale.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de la Gendarmerie Nationale pour l'exercice de ses missions des bâtiments faisant partie d'un ensemble immobilier appartenant à l'Etat sis à Blainville sur l'eau 54360, 19 rue Pierre Sépard édifié sur la parcelle cadastrée AE numéro 74, d'une superficie totale de 36a 30ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Convention d'utilisation n° 54-2012-88 entre l'administration chargée des domaines et le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle

Le 14 août 2012 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2012-88 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DES DOMAINES, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature donnée par le préfet de Meurthe et Moselle, le propriétaire,

et

Le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle représentant la direction générale de la gendarmerie nationale.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de la Gendarmerie Nationale pour l'exercice de ses missions des bâtiments faisant partie d'un ensemble immobilier appartenant à l'Etat sis à Blâmont, 3 rue Victor Pierre édifié sur la parcelle cadastrée AH n°125 et AH n°127, d'une superficie totale de 20a 70ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Convention d'utilisation n° 54-2012-89 entre l'administration chargée des domaines et le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle

Le 14 août 2012 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2012-89 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DES DOMAINES, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature donnée par le préfet de Meurthe et Moselle, le propriétaire,

et

Le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle représentant la direction générale de la gendarmerie nationale.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de la Gendarmerie Nationale pour l'exercice de ses missions des bâtiments faisant partie d'un ensemble immobilier dénommé caserne de Briey appartenant à l'Etat sis à Briey, 4 avenue Albert de Briey cadastré section AA n°80 pour 37a 67ca et AA n°79 pour 40a 24ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Convention d'utilisation n° 54-2012-90 entre l'administration chargée des domaines et le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle

Le 14 août 2012 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2012-90 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DES DOMAINES, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature donnée par le préfet de Meurthe et Moselle, le propriétaire,

et

Le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle représentant la direction générale de la gendarmerie nationale.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de la Gendarmerie Nationale pour l'exercice de ses missions le relais radio appartenant à l'Etat sis à Domgermain, lieudit sur la côte, édifié sur la parcelle cadastrée F n°921d'une superficie totale de 2a 40ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Convention d'utilisation n° 54-2012-91 entre l'administration chargée des domaines et le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle

Le 14 août 2012 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2012-91 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DES DOMAINES, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature donnée par le préfet de Meurthe et Moselle, le propriétaire,

et

Le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle représentant la direction générale de la gendarmerie nationale.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de la Gendarmerie Nationale pour l'exercice de ses missions des bâtiments faisant partie d'un ensemble immobilier appartenant à l'Etat sis à Nancy, 102 avenue du général Leclerc, édifié sur la parcelle cadastrée BN n°1, d'une superficie totale de 1ha 04a 70ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Convention d'utilisation n° 54-2012-92 entre l'administration chargée des domaines et le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle

Le 14 août 2012 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2012-92 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DES DOMAINES, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature donnée par le préfet de Meurthe et Moselle, le propriétaire,

et

Le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle représentant la direction générale de la gendarmerie nationale.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour loger les gendarmes, des bâtiments faisant partie d'un ensemble immobilier appartenant à l'Etat sis à Nancy, 11 bis rue du général Haxo, édifié sur la parcelle cadastrée BO n°462 à 466 et BO n°468 à 477, d'une superficie totale de 65a 95ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Convention d'utilisation n° 54-2012-93 entre l'administration chargée des domaines et le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle

Le 14 août 2012 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2012-93 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DES DOMAINES, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature donnée par le préfet de Meurthe et Moselle, le propriétaire,

et

Le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle représentant la direction générale de la gendarmerie nationale.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de la Gendarmerie Nationale pour l'exercice de ses missions, des locaux faisant partie de l'ensemble immobilier appartenant à l'Etat sis à Neuves-Maisons, 58 rue du capitaine Caillon, cadastré section AC n°140 pour 3a 20ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté modificatif N° 12.BI.42 du 22 août 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, Directrice Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du travail ;

VU le code de commerce ;

VU le code de la consommation ;

VU le code du tourisme ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté conjoint du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 nommant Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine à compter du 1er mai 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1 de l'arrêté préfectoral N° 12.BI.28 du 2 mai 2012 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

Alinéa 1) Travail et emploi : ajouter :

12 – Hébergement collectif

Récépissé de déclaration et de renouvellement de déclaration d'hébergement collectif

(Loi n°73-548 du 27 juin 1973 relative à l'hébergement collectif).

Le reste est sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 22 août 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 12.OSD.04 du 22 août 2012 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Pierre-Yves BOIFFIN, Directeur Départemental par intérim de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;
VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret n°2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;
VU le décret n°2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;
VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
VU le décret du président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports ;
VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère chargé des affaires sociales ;
VU les arrêtés interministériels du 23 mars 1994 et du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;
VU l'arrêté préfectoral n°11.OSD.11 du 22 août 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2012 portant nomination de M. Pierre-Yves BOIFFIN en qualité de directeur départemental par intérim de la direction départementale de la cohésion sociale du département de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

Article 1er : Délégation de signature est accordée à M. Pierre-Yves BOIFFIN, directeur départemental par intérim de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées au titre des programmes suivants :

- Programme 104 "Intégration et accès à la nationalité française"
- Programme 106 "Action en faveur des familles vulnérables"
- Programme 109 "Aide à l'accès au logement"
- Programme 124 "Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative"
- Programme 135 "Développement et amélioration de l'offre de logement"
- Programme 137 "Égalité entre les hommes et les femmes"
- Programme 147 "Politique de la ville"
- Programme 157 "Handicap et dépendance"
- Programme 163 "Jeunesse et vie associative"
- Programme 177 "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables"
- Programme 183 "Protection maladie"
- Programme 216 "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur"
- Programme 217 "Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer"
- Programme 219 "Sport"
- Programme 303 "Immigration et asile"
- Programme 304 "Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales"
- Programme 333 "Moyens mutualisés des administrations déconcentrées" – action 1

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités, y compris en ce qui concerne les recettes d'indus de primes exceptionnelles de RMI.

Un compte rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire ainsi qu'un tableau de bord des indicateurs de réalisation des différents programmes me seront adressés trimestriellement.

Article 2 : Délégation de signature est également donnée au directeur départemental par intérim de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'État intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'État de la prescription quadriennale.

Article 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du directeur départemental des finances publiques, qui restent soumis à ma signature.

Article 4 : Le directeur départemental par intérim de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Article 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès du directeur départemental des finances publiques.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Article 6 : Délégation de signature est accordée à M. Pierre-Yves BOIFFIN, directeur départemental par intérim de la cohésion sociale, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics dont la dépense est imputée sur les programmes visés à l'article 1er du présent arrêté. Les niveaux d'évaluations des besoins et les procédures suivies seront conformes au règlement départemental en vigueur.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'Union européenne, soit actuellement 750 000 € hors taxes pour les marchés de fournitures et services et 5 000 000 € hors taxes pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée au directeur départemental par intérim de la cohésion sociale pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Article 7 : Délégation de signature est également accordée au directeur départemental par intérim de la cohésion sociale à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Article 8 : Le directeur départemental par intérim de la cohésion sociale m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € hors taxes. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Article 9 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 210 000 € hors taxes en matière de travaux pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, le directeur départemental par intérim de la cohésion sociale peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché, telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

Article 10 : En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services, et des marchés inférieurs à 210 000 € hors taxes en matière de travaux, le directeur départemental par intérim de la cohésion sociale peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Article 11 : L'arrêté préfectoral n°11.OSD.11 du 22 août 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

Article 12 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental par intérim de la cohésion sociale et la directrice départementale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 22 août 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-064 en date du 17 août 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de couche de roulement sur A31 du PR 257+400 au PR 263+200

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 18 juillet 2012 présenté par le district de Metz ;

VU l'information du CG54 en date du 18 juillet 2012 ;

VU l'information de la Communauté de Communes de Pompey en date du 18 juillet 2012 ;

VU l'information de la commune de Custines en date du 18 juillet 2012 ;

VU l'information de la commune de Belleville en date du 18 juillet 2012 ;

VU l'information de la commune de Marbach en date du 18 juillet 2012 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 24 juillet 2012 ;

VU l'information du CRICR ;

VU l'avis du district de Metz date du 18 juillet 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A31	
POINTS REPERES (PR)	PR : 257+ 400 au PR : 263+200	
SENS	Sens 3 (BEAUNE-LUXEMBOURG et LUXEMBOURG-BEAUNE)	
SECTION	Courante: 2x2 voies	
NATURE DES TRAVAUX	Renforcement de chaussée et renouvellement de la couche de roulement	
PERIODE GLOBALE	Du 20 au 24 août 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- basculement total du sens 1 sur le sens 2 (1+1 et 0) - fermeture de bretelle d'entrée et de sortie sur le ½ échangeur sens 1 de Custines N° 25 avec déviations.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Metz	MISE EN PLACE PAR : - CEI Champigneulle

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Nuits du 20 au 23 août 2012 21h00-06h00	257+400 au 263+200 sens1 264+450 au 253+300 sens 2	Neutralisation voie de gauche et basculement du sens 1 sur sens 2. ITPC aux PR:258+500 et 263+000 Fermeture des bretelles d'entrée et sortie sens1 sur l'échangeur N° 24 Custines. Neutralisation voie de gauche.	Circulation sur une voie pour les deux sens de circulation avec limitation de vitesse à 90 km/h et 50km/h aux droits des basculements. Les usagers de l'A31 en direction de Custines sens 1 sont dirigés sur l'échangeur N° 25 Belleville , RD40b, RD657 traversée de Marbach et reprise de l'A31 sur l'échangeur de Belleville, sens 2 direction Nancy et sortie sur l'échangeur de Custines. Les usagers en provenance de Custines et en direction de Metz sont dirigés sur l'A31 sens 2 direction Nancy, sortie à l'échangeur de Frouard et reprise de l'A31 sens 1 en direction de Metz.
2	Du 21 août au 23 août 2012 de 06h00 à 21h00	257+900 au 261+200 sens 1	Circulation sur zone chantier.	La vitesse est limitée à 90 km/h. Interdiction de doubler pour les véhicules dont le PTAC est supérieur à 3T500.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Custine, Belleville et Marbach ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Custines, Belleville et Marbach.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 17 août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-065 en date du 23 août 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'élagage de la bretelle de sortie de l'échangeur de Villers-la-Montagne, sens Longwy-Metz, sur la RN 52 au PR 9+500

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
 VU le code de la route ;
 VU le code de justice administrative ;
 VU le code pénal ;
 VU le code de procédure pénale ;
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
 VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
 VU le dossier d'exploitation en date du 16/08/2012 présenté par le district de Metz ;
 VU l'information du CISGT « Myrabel » ;
 VU l'information du CRICR de Metz ;
 VU l'avis du district de Metz en date du 16/08/2012 ;
 CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR)	PR 9+500 à 9+000	
SENS	Sens : Longwy - Metz	
SECTION	Échangeur de Villers-la-Montagne → bretelle de sortie	
NATURE DES TRAVAUX	Élagage	
PERIODE GLOBALE	Du 03 septembre 2012 au 07 septembre 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture diurne de la bretelle de sortie avec déviation par l'échangeur de Tiercelet.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR Est	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Montagne

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 3 septembre 2012 au 7 septembre 2012 entre 8h30 et 15h	Sens Longwy-Metz AK5 au PR 11+250	Fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur de Villers-la-Montagne.	- Neutralisation de la voie de droite ; - Limitation de la vitesse à 90 km/h ; - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules ; Les usagers circulant sur la RN52 en provenance de Longwy et souhaitant se rendre à Villers-la-Montagne continueront jusqu'à l'échangeur de Tiercelet où ils feront demi-tour pour reprendre la RN52 en direction de Longwy et sortir à Villers-la-Montagne.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Villers-la-Montagne ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Villers-la-Montagne.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 23 août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'adjoite au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision du 14 août 2012 portant agrément d'une entreprise solidaire (Association ADALI Habitat, 20 rue Emile Gallé - 54000 Nancy) au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 13 juillet 2012 présentée par Madame Sabine LEMAIRE, Directrice Générale de l'association ADALI Habitat, 20 rue Emile Gallé – 54000 NANCY ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : L'association ADALI Habitat - 20 rue Emile Gallé – 54000 NANCY

SIRET 783 339 948 000 29 code APE 5590 Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 14 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS

Arrêté N° 2012-DREAL-RMN-75 du 21 août 2012 autorisant à déroger à l'interdiction de marquage, capture définitive, transport et euthanasie de spécimens de chiroptères protégés

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du Code de l'Environnement, notamment ses articles L 411-1 et L 411-2 et les articles R 411-1 à R 411-14 ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n°2007-15 du 4 janvier 2007 relatif aux espèces animales non domestiques ainsi qu'aux espèces végétales non cultivées et modifiant le Code de l'Environnement ;
VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
VU l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
VU l'arrêté ministériel du 14 août 2012 autorisant le laboratoire de l'ANSES-Nancy à faire enlever, collecter, prélever, capturer temporairement ou de manière définitive, perturber intentionnellement, relâcher sur place ou de manière différée, transporter, détenir et utiliser les spécimens vivants et morts, les parties de spécimens, les échantillons de matériel biologique (sang, salive...) issus de spécimens morts ou vivants, et les produits de toutes les espèces de Chiroptères protégées rencontrées sur l'ensemble des territoires de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer, à l'exclusion des zones cœurs des parcs nationaux ;
VU le certificat de capacité n°54-60 du 18/07/2006 délivré à M. BARRAT Jacques pour les mammifères et oiseaux de la faune sauvage européenne ;
VU la demande de dérogation au régime de protection des espèces en date du 25 juillet 2012 formulées par le laboratoire de la rage et de la faune sauvage de Nancy de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) ;
VU les avis du Conseil National de la Protection de la Nature n°12/699 et 12/700 du 9 juillet 2012 ;
CONSIDÉRANT que la demande de dérogation porte sur le marquage, la capture définitive, le transport et l'euthanasie de spécimens de chiroptères protégés exceptés les espèces inscrites à l'arrêté du 9 juillet 1999 ;
CONSIDÉRANT la découverte d'une Sérotine commune infecté par la rage le 27/07/2011 à Pagny-sur-Moselle (54) et la découverte d'un Vespertilion de Natterer infecté par la rage le 23/07/2012 à Hémilly (57) ;
CONSIDÉRANT l'enjeu de sécurité et santé publique vis-à-vis du virus rabique transmissible à l'homme ;
CONSIDÉRANT l'intérêt public de ces recherches, notamment en ce qui concerne le portage du virus rabique par une espèce différente de la Sérotine commune, la transmission et l'évolution de ce virus ;
CONSIDÉRANT l'intérêt pour le suivi, de la détention d'un nombre limité et spécifié de certains spécimens ;
CONSIDÉRANT l'absence de solution technique pertinente et satisfaisante pour la surveillance d'une population mixte de chauves-souris ;
CONSIDÉRANT que, compte tenu du nombre probablement assez limité de captures définitives qui seront réalisées, cette dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces considérées dans leur aire de répartition naturelle ;
CONSIDÉRANT que le laboratoire de la rage et de la faune sauvage de Nancy possède les capacités d'expertise et d'intervention requises pour mener à bien les diverses opérations faisant l'objet des présentes demandes de dérogation,
CONSIDÉRANT ainsi que les conditions d'octroi d'une dérogation à l'interdiction de capture avec relâcher des espèces considérées se trouvent ici réunies ;

ARRETE

Article 1er : Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la dérogation est le laboratoire de la rage et de la faune sauvage de Nancy - Technopole Agricole et Vétérinaire – 54220 MALZEVILLE, de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), établissement public sous tutelle de l'Etat.

Article 2 : Nature de la dérogation

Le personnel autorisé et désigné du laboratoire de l'ANSES-Nancy ainsi que les chiroptérologues de niveau 4 mandatés en application du l'arrêté ministériel du 14 août 2012 par le laboratoire de l'ANSES-Nancy sont autorisés à déroger à l'interdiction :

- de marquage par pose d'émetteurs ou de bague, de toutes espèces de chiroptères, excepté les espèces inscrites à l'arrêté du 9 juillet 1999, qui cohabiteraient dans une colonie d'où est issu un spécimen enragé ou montré infecté par la rage, dans les colonies environnantes (colonies situées à proximité du lieu de la découverte) et toute autre colonie dont la surveillance active apparaît nécessaire.

Le personnel autorisé et désigné du laboratoire de l'ANSES-Nancy est autorisé à déroger à l'interdiction :

- de capture définitive de tous spécimens, de toutes espèces de chiroptères excepté les espèces inscrites à l'arrêté du 9 juillet 1999, déterminés excréteurs de virus rabiques lors d'une précédente capture d'individus ;
- d'euthanasie de tous spécimens, de toutes espèces de chiroptères excepté les espèces inscrites à l'arrêté du 9 juillet 1999, déterminés excréteurs de virus rabiques lors d'une précédente capture d'individus.

M. Jacques BARRAT est autorisé à déroger à l'interdiction :

- de marquage par pose de transpondeur de toutes espèces de chiroptères, excepté les espèces inscrites à l'arrêté du 9 juillet 1999, qui cohabiteraient dans une colonie d'où est issu un spécimen enragé ou montré infecté par la rage, dans les colonies environnantes (colonies situées à proximité du lieu de la découverte) et toute autre colonie dont la surveillance active apparaît nécessaire.

Article 3 : Localisation

Les opérations prévues à l'article 2 seront réalisées sur l'ensemble des communes du département de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve du suivi du protocole « Mise sous surveillance d'une population de chauves-souris (Vespertilion de Natterer) d'où est issue une chauve-souris porteuse d'un Lyssavirus » fourni dans le dossier de demande.

Les captures devront être réalisées sous la responsabilité d'un chiroptérologue mandaté chaque année par le laboratoire de l'ANSES-Nancy, après avis de la société française pour l'étude et la protection des mammifères (SFEPM) –groupe chiroptères- ayant une autorisation de capture et ayant suivi le stage de formation délivré par le laboratoire de l'ANSES-Nancy.

Article 5 : Modalités de suivi

En cas de détection de cas de rage chez des spécimens de chiroptères, le laboratoire de l'ANSES-Nancy fournira systématiquement un rapport au ministère en charge de la protection de la nature (direction de l'Eau et de la Biodiversité), à la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) concernée, à la DREAL de Lorraine (service Ressources et Milieux Naturels) et au CNPN.

Le laboratoire de l'ANSES-Nancy transmettra au ministère en charge de la protection de la nature (direction de l'Eau et de la Biodiversité) un rapport annuel sur les prélèvements réceptionnés, les autorisations délivrées et les captures définitives réalisées.

A l'issue des opérations ayant justifié la présente dérogation ministérielle, le laboratoire de l'ANSES-Nancy adressera un rapport détaillé de ces activités au ministère en charge de la protection de la nature (direction de l'Eau et de la Biodiversité), à la DREAL de Lorraine (service Ressources et Milieux Naturels) et au CNPN.

Article 6 : Durée de validité de la dérogation

La présente dérogation permet la réalisation des activités visées à l'article 2 du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2013.

Article 7 : Autres procédures

La présente décision ne dispense pas de l'obtention d'autres accords ou autorisations par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération sus-mentionnée.

Article 8 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 2 et 4 peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 9 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 10 : Droits de recours et information des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, auprès de la juridiction compétente.

Soit :

- par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification,
- par les tiers, dans un délai de 2 mois à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 11 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à M. BARRAT Jacques ;
- publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle ;
- et dont copie sera adressée à :
 - * Messieurs les Sous-Préfets de Meurthe-et-Moselle,
 - * Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle,
 - * Monsieur le Délégué du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Office Nationale de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
 - * Monsieur le Directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
 - * Monsieur le Directeur départementale de la protection des populations,
 - * Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de la Santé,
 - * Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,
 - * Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle,
 - * Monsieur le Commissaire principal, Directeur de la sécurité publique,
 - * Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
 - * Monsieur le Président du Conseil Régional de Lorraine.

Metz, le 21 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Régionale,
Par subdélégation,

Le Chef de la Division Gestion et Valorisation des Espèces et Espaces Patrimoniaux,
Luc CHRETIEN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORET - CHASSE

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/327 du 20 juillet 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Dampvîtoux

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13, 19, 20, 40 et 102 ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 23 août 1979 portant institution de l'association foncière de DAMPVITOUX ;
VU la proposition du bureau de l'association foncière de DAMPVITOUX en date du 09 avril 2011 ;
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de DAMPVITOUX en date du 02 juin 2012 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;
VU les statuts de l'association foncière de DAMPVITOUX ;
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 30 juin 2012 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de DAMPVITOUX, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 02 juin 2012, sont approuvés.

Article 2 : La sous-préfète de Briey et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de DAMPVITOUX, adressé au président de l'association foncière de DAMPVITOUX, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 20 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/328 du 20 juillet 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Laix

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 30 décembre 1965 portant institution de l'association foncière de LAIX ;
VU la proposition du bureau de l'association foncière de LAIX en date du 03 mai 2011 ;
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de LAIX en date du 03 mai 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;
VU les statuts de l'association foncière de LAIX ;
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 18 juin 2012 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de LAIX, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 03 mai 2011, sont approuvés.

Article 2 : La sous-préfète de Briey et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de LAIX, adressé au président de l'association foncière de LAIX, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 20 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/334 du 24 juillet 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Preny-1

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 mars 1986 portant institution de l'association foncière de PRENY-1 ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de PRENY-1, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de PRENY-1 sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de PRENY.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de PRENY-1 ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Nancy, le 24 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/342 du 30 juillet 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Seicheprey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2012 portant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 décembre 1980 portant institution de l'association foncière de SEICHEPREY ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de SEICHEPREY, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 23 juillet 2012 du président de l'association foncière de SEICHEPREY ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de SEICHEPREY sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de SEICHEPREY.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de SEICHEPREY ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Toul, le 30 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,
Par subdélégation, la Secrétaire Générale,
Fabienne BEAULINO

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Aménagement foncier**Arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2012/336 du 20 août 2012 portant modification de la composition de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les dispositions du titre I du Livre I du code rural relatives à l'aménagement foncier rural ;
VU la loi n° 93-24 du 08 janvier 1993 relative à la protection et la mise en valeur des paysages ;
VU le décret 92-1290 du 11 décembre 1992 relatif à l'aménagement foncier rural ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 17 février 2012 portant modification de la constitution de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ;
VU la lettre de la Direction Générale des Finances Publiques en date du 10 juillet 2012 proposant Mme Sophie WEBER en remplacement de M. Georges FAURE ;
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 17 février 2012 est modifié.

Article 2 : La commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle est ainsi composée :

1/ Président

- ☐ M. Claude LEMOINE, Président titulaire
- ☐ M. Yves GRY, Président suppléant

2/ Conseillers Généraux

- ☐ M. Gauthier BRUNNER, titulaire
- ☐ M. Olivier JACQUIN, titulaire
- ☐ M. Christophe SONREL, titulaire
- ☐ M. Michel MARCHAL, titulaire
- ☐ M. Philippe COLIN, suppléant
- ☐ M. Noël GUERARD, suppléant
- ☐ M. Olivier TRITZ, suppléant
- ☐ Mme Rose-Marie FALQUE, suppléante

3/ Maires des communes rurales

- ☐ M. Michel MALGRAS, titulaire
- ☐ M. Alain LALLEMAND, titulaire
- ☐ M. Bernard GOUYAU, suppléant
- ☐ M. Bernard VAUTRIN, suppléant

4/ Membres fonctionnaires**a - Représentants le Directeur départemental des Territoires**

- ☐ M. Christophe FOTRE, titulaire
- ☐ M. Thibaut FRANCOIS, titulaire
- ☐ Mme Brigitte BAZOGE, titulaire
- ☐ M. Emmanuel PETITJEAN, titulaire
- ☐ M. Philippe SCHOTT, suppléant
- ☐ M. Dominique GERZAGUET, suppléant
- ☐ M. Alain GALCERA, suppléant
- ☐ Mme Christelle HURNI, suppléante

b - Représentant le Directeur des Finances Publiques

- ☐ Mme Sophie WEBER, titulaire
- ☐ M. Hugues ROSSIGNOL, titulaire
- ☐ Mme Elisabeth BONNEVILLE, suppléante
- ☐ M. Denis PERNOT, suppléant

5/ M. le Président de la chambre départementale d'agriculture ou son représentant.**6/ Le Président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) ou son représentant.****7/ Le Président du syndicat des jeunes agriculteurs (JA) ou son représentant.****8/ Représentants des organisations syndicales d'exploitants agricoles au niveau départemental**

- ☐ M. Michel MERLIN de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA)
- ☐ M. Mathieu FOURNIER du syndicat des jeunes agriculteurs (JA)
- ☐ M. François TOUSSAINT de la Coordination Rurale Alsace-Lorraine (CR54)

9/ M. le Président de la chambre départementale des notaires ou son représentant.**10/ Membres choisis sur les listes présentées par la chambre d'agriculture****a - Propriétaires bailleurs**

- ☐ M. Jean-Marie HOLLINGER, titulaire
- ☐ M. Jean MASSON, titulaire
- ☐ M. Hubert GOUDOT, suppléant
- ☐ M. Gérard PARISSE, suppléant

b - Propriétaires exploitants

- ☐ M. Albert GIGLEUX, titulaire
- ☐ M. Michel GROJEAN, titulaire
- ☐ M. André FERRY, suppléant
- ☐ M. Bertrand BRIGNIER, suppléant

c - Exploitants preneurs

- ☐ M. Charles BAUDOUIN, titulaire
- ☐ M. Joël MARCHAL, titulaire
- ☐ M. Daniel BAUMANN, suppléant
- ☐ M. Philippe HENNEBERT, suppléant

d - Propriétaires forestiers

- ☐ M. René ACREMENT, titulaire
- ☐ M. Jean PAUREAU, titulaire
- ☐ M. Paul PEROUX, suppléant
- ☐ M. Jean-Pierre JACQUES, suppléant

11/ Associations agréées en matière de faune, de flore et de protection de la nature et des paysages

Représentants la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle

- ☐ M. Patrick MASSENET, titulaire
- ☐ M. Roméo RIEDER, suppléant

Représentants la fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle

- ☐ M. Jean-Claude JACQUES, titulaire
- ☐ M. Eric TAVOSO, suppléant

12/ M. le Président du centre régional de la propriété forestière ou son représentant.

13/ M. le représentant de l'office national des forêts

- ☐ M. Marc DEROY

14/ M. le Président du syndicat départemental des propriétaires forestiers sylviculteurs ou son représentant.

15/ Les représentants des communes propriétaires de forêts soumises

- ☐ M. Charles BILOT, titulaire
- ☐ M. Marcel BONTEMPS, titulaire
- ☐ M. Pierre PERIN, suppléant
- ☐ M. André CAMAILLE, suppléant

16/ Si le département comprend une aire d'AOC

Un représentant de l'institut national des appellations d'origine contrôlées qui ne siège que si les périmètres examinés par la commission comprennent une aire d'appellation d'origine contrôlée

- ☐ M. Gérard MEYER

Article 3 : Un agent de la Direction Départementale des Territoires est chargé des fonctions de secrétaire de la commission.

Article 4 : Le présent arrêté sera adressé :

Pour exécution :

- ☐ M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et aux membres de la commission départementale.
- ☐ M. le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle.

Pour publication :

- ☐ A un journal du département.
- ☐ Au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

« Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le Tribunal Administratif, 5 Place de la Carrière - 54036 NANCY CEDEX, dans un délai de deux mois suivant sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte le rejet de cette demande). »

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES

Arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Autreville-sur-Moselle en date du 6 août 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2010 prescrivant un PPR inondation sur la commune de AUTREVILLE-SUR-MOSELLE ;

VU l'avis du conseil municipal en date du 19 septembre 2011 ;

VU l'avis favorable de la chambre d'agriculture en date du 21 octobre 2011 et l'avis réputé favorable du centre régional de la propriété forestière ;

VU le rapport et les conclusions motivés de monsieur le commissaire - enquêteur en date du 14 mai 2012 ;

VU le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Autreville-sur-Moselle tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans un journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché dans la mairie de Autreville-sur-Moselle pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Autreville-sur-Moselle, à la direction départementale des territoires et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat et le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Monsieur le chef du service interministériel de la défense et de la protection civile.

Nancy, le 6 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Belleville en date du 6 août 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2010 prescrivant un PPR inondation sur la commune de BELLEVILLE ;

VU l'avis réputé favorable du conseil municipal ;

VU l'avis favorable de la chambre d'agriculture en date du 21 octobre 2011 et l'avis réputé favorable du centre régional de la propriété forestière ;

VU le rapport et les conclusions motivés de monsieur le commissaire - enquêteur en date du 14 mai 2012 ;

VU le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Belleville tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans un journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché dans la mairie de Belleville pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Belleville, à la direction départementale des territoires et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat et le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Monsieur le chef du service interministériel de la défense et de la protection civile.

Nancy, le 6 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Marbache en date du 6 août 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2010 prescrivant un PPR inondation sur la commune de MARBACHE ;

VU l'avis du conseil municipal en date du 26 octobre 2011 ;

VU l'avis favorable de la chambre d'agriculture en date du 21 octobre 2011 et l'avis réputé favorable du centre régional de la propriété forestière ;

VU le rapport et les conclusions motivés de monsieur le commissaire - enquêteur en date du 14 mai 2012 ;

VU le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Marbache tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans un journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché dans la mairie de Marbache pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Marbache, à la direction départementale des territoires et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat et le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Monsieur le chef du service interministériel de la défense et de la protection civile.

Nancy, le 6 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Millery en date du 6 août 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;
VU l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2010 prescrivant un PPR inondation sur la commune de MILLERY ;
VU l'avis du conseil municipal en date du 21 octobre 2011 ;
VU l'avis favorable de la chambre d'agriculture en date du 21 octobre 2011 et l'avis réputé favorable du centre régional de la propriété forestière ;
VU le rapport et les conclusions motivés de monsieur le commissaire - enquêteur en date du 14 mai 2012 ;
VU le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Millery tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans un journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché dans la mairie de Millery pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Millery, à la direction départementale des territoires et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat et le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

- Monsieur le chef du service interministériel de la défense et de la protection civile.

Nancy, le 6 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

AUTRES SERVICES**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY****DIRECTION GENERALE****Délégation de signature du 7 août 2012**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général, Président du Directoire, du C.H.U. de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret en date du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du C.H.U. de NANCY,

Article 1er : En matière de gestion du personnel, donne délégation à Madame Geneviève LEFEBVRE, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
- confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
- sanction disciplinaire,

concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 2 : En matière de gestion du personnel et de la formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux Articles 4 et 5, donne délégation à Madame Diane PETTER, Directrice des Ressources Humaines, et à Monsieur Philippe BOUC, Directeur Adjoint des Ressources Humaines pour signer aux nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Article 3 : En l'absence de Madame Diane PETTER, et de Monsieur Philippe BOUC, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Madame Geneviève LEFEBVRE.

Article 4 : En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Madame Pascale BASTIEN-KÉRÉ
- Monsieur Philippe BOUC
- Madame Anne-Lucie BOULANGER
- Madame Françoise BRUNEAUD
- Monsieur Florent CAVELIER
- Madame de TOMMASO Françoise
- Monsieur Mickaël DUWOYE
- Madame Vanina DUWOYE
- Monsieur Jacques DUDREUILH
- Madame Maud FERRIER
- Monsieur Jérôme GOEMINNE
- Monsieur Xavier HUARD
- Madame Clémence MAINPIN
- Madame Diane PETTER

- Monsieur Olivier de PESQUIDOUX
- Madame Aurélie PRETAT
- Madame Liliane ROUX
- Monsieur Pascal TAFFUT
- Mademoiselle Julie THUILLEAUX
- Madame Laurence TOURRE
- Madame Laurence VERGER
- Madame Isabelle VIDREQUIN

b) pour les personnels des écoles et instituts qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins et Cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Madame Marie-France GAUROIS
- Monsieur Alain VIAUX
- Madame Sabine LARDIN
- Madame Sylvia PERRIN OZZA
- Madame Véronique PIERSON
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN
- Madame Marie-Christine SCHONS
- Monsieur Gérard THOMAS

c) pour les personnels qui leur sont rattachés, aux ingénieurs et responsables des services techniques suivants :

- Mademoiselle Laure DELERY
- Monsieur Jean-Paul GASSMANN
- Monsieur Richard PEREZ
- Monsieur Jean Louis PEROT

d) pour les personnels qui leur sont rattachés, aux Attaché(e)s d'Administration Hospitalière suivant(e)s de la direction de la facturation suivant(e)s :

- Madame Marie-José BICHET
- Madame Martine DUMARET (faisant fonction)
- Madame Anne-Marie HOFFEL

e) pour les personnels qui leur sont rattachés, aux Cadres Supérieurs de Santé des pôles médicaux et médico-techniques suivants :

- Madame Christine LAVOIVRE
- Monsieur Patrick AUBLET CUVELIER
- Madame Marie-José DONO
- Madame Annie CHERY
- Madame Patricia CHANET
- Madame Françoise RICHARD
- Madame Jocelyne DAWINT
- Madame Isabelle CASTIN
- Madame Véronique KLEIN
- Monsieur Gilles FERQUEL
- Monsieur Michel PICHON
- Madame Sophie POTTIER
- Madame Eliane BAUMANN

Dans le cadre de la délégation donnée en b), c), d), et e) les directeurs cités en a) conservent un droit d'évocation et de réformation de la notation pour les personnels qui leur sont rattachés.

Donne délégation à Madame Diane PETTER pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de service annuelle de cadrage du Centre Hospitalier Universitaire.

Article 5 : En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations spéciales d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisations spéciales d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de réformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Article 6 : En matière de gestion administrative des écoles et instituts du CHU, donne délégation de signature aux Directeurs des Soins et Cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Monsieur Alain VIAUX pour l'Institut de Formation des Cadres de Santé
- Madame Sabine LARDIN pour l'Institut de Formation Régional des Ambulanciers
- Madame Sylvia PERRIN OZZA pour l'Institut de Formation des Aides Soignants
- Madame Véronique PIERSON pour l'Institut de Formation en Soins Infirmiers de Lionnois
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN pour l'Institut de Formation des Manipulateurs d'Electroradiologie Médicale et pour l'école de Puériculture
- Madame Marie-Christine SCHONS pour l'école d'Infirmiers de Bloc Opératoire et Institut de formation de Soins Infirmiers de Brabois
- Monsieur Gérard THOMAS pour l'école d'Infirmiers Anesthésistes
- Madame Marie-France GAUROIS pour l'Institut de Formation d'Auxiliaires de Puériculture

Article 7 : Donne délégation à Madame Françoise ABEL, Monsieur Charles ROESCH, Monsieur Nicolas SAUFFROY, Monsieur Gérald UMLOR et Monsieur Patrick ALBERT, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Martine LANG, Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Monsieur Charles ROESCH et Madame Françoise ABEL pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Délégation est également donnée à Monsieur Charles ROESCH et Monsieur Patrick ALBERT, Attachés d'Administration Hospitalière, et Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des Cadres Hospitaliers, pour signature des assignations dans le cadre du service minimum en cas de grève.

Article 8 : En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Madame Diane PETTER, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, ou sous contrat d'apprentissage, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Une délégation secondaire est également donnée à Monsieur Philippe BOUC, Directeur adjoint ainsi qu'en l'absence de ces derniers à Madame Geneviève LEFEBVRE, Directrice Générale Adjointe.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

Article 9 : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 10 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation. A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 11 : Cette délégation prendra effet à sa date de publication.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 7 août 2012

Le Directeur Général, Président du Directoire,
Philippe VIGOUROUX

Les bénéficiaires de la délégation (engagement des dépenses) :

- Geneviève LEFEBVRE, Diane PETTER, Philippe BOUC

AVIS ET COMMUNICATIONS

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL EMILE DURKHEIM D'EPINAL

Avis de concours interne sur titres pour le recrutement de 1 Cadre de Santé - Filière Médico-Technique - en date du 20 août 2012

Un concours sur titres est organisé le vendredi 23 novembre 2012 au Centre Hospitalier Intercommunal Emile Durkheim afin de pourvoir, dans le cadre des dispositions prévues par l'arrêté du 13 mars 1991,

- 1 poste de Cadre de Santé - Filière Médico-Technique.

Ce concours est ouvert aux fonctionnaires hospitaliers titulaires du diplôme de Cadre de Santé, relevant des corps des personnels infirmiers, de rééducation ou médico-technique, comptant au 1er janvier de l'année du concours au moins 5 ans de services effectifs dans l'un ou plusieurs de ces corps.

Date limite de dépôt des candidatures : 20 octobre 2012

Modalités de dépôt des candidatures :

- Par courrier recommandé avec accusé réception adressé à :

Monsieur le Directeur du CH Intercommunal Emile Durkheim
Direction des Ressources Humaines
BP 50 - 88021 EPINAL CEDEX

Composition du dossier :

- Lettre de candidature,
- Diplôme de cadre de santé,
- Curriculum vitae,
- Un dossier relatif au projet professionnel dans les fonctions de Cadre de Santé,
- Une attestation précisant la durée des services en qualité de personnel infirmier, rééducation ou médico-technique.

Epinal, le 20 août 2012

Le Directeur adjoint,
Jean-Paul HUMBERT

